

financière, de telle sorte que nous devons payer un taux d'intérêt particulièrement élevé sur ce montant durant au moins une génération. Ce serait à demi mal si cet excédent de dépenses mettait plus d'argent dans les goussets de nos vieillards ou aidait à donner du travail aux gens.

L'ancien gouvernement a haussé de \$6 par mois la pension de vieillesse, et le gouvernement actuel l'a augmenté de \$9 par mois, soit une hausse de 37½ p. 100, mais les cotisations à cette fin ont été augmentées de 50 p. 100. Le gouvernement actuel a modifié l'ancienne formule 2-2-2 et y a substitué la formule 3-3-3; c'est une augmentation de 50 p. 100, c'est-à-dire, plus qu'il n'en faut pour compenser l'accroissement de la pension de vieillesse.

Il est vrai que le gouvernement actuel donne du travail aux gens dans l'industrie de la construction de maisons, mais l'argent dépensé dans le domaine de l'habitation est capitalisé et n'est pas compté dans cet excédent des dépenses. Cet argent est capitalisé tout comme l'argent utilisé pour parachever la voie maritime du Saint-Laurent, comme aussi l'argent utilisé pour l'aménagement du barrage du bras sud de la rivière Saskatchewan. Il est également vrai que des hommes ont trouvé du travail grâce à ces programmes, mais cet argent est capitalisé et ne fait qu'ajouter à notre dette brute. Notre dette brute avait augmenté de deux milliards et demi de dollars, l'an dernier, depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir. Elle atteindra au moins 2.8 milliards de dollars avant la fin de l'année en cours, car le ministre prévoit un déficit de près de 300 millions. Si l'on ajoute à ce montant la diminution enregistrée dans deux comptes de l'État, le compte de l'assurance-chômage et le compte de l'équipement de défense, on arrive à un chiffre qui se situe entre 3.3 et 3.4 milliards de dollars, soit plus du double de ce qu'a coûté la première guerre mondiale, entre la date de la déclaration de guerre et la date de la démobilisation, 1914 et 1919 respectivement.

Avec toutes ces dépenses supplémentaires nous sommes loin des promesses qu'on nous faisait au sujet de l'expansion des services sociaux, des diminutions d'impôt et de l'équilibre du budget. Comme je le disais, l'expansion des services sociaux a été plus que contrebalancée par les augmentations des impôts spéciaux. Nous savons que le gouvernement actuel a perçu plus d'impôts que tout autre gouvernement dans notre histoire. Il a également dépensé davantage, et ses comptes sont plus déséquilibrés qu'en toute autre période de paix de notre histoire. Quand on voit où en est le gouvernement, après avoir dit que

[M. McMillan.]

«nul ne souffrira de chômage aussi longtemps que je serai premier ministre», on se dit que c'est vraiment le bouquet!

L'hon. M. Pickersgill: Et vous n'avez encore rien vu!

M. McMillan: Peut-être, en effet, n'avons-nous «encore rien vu». Le 10 août, prenant la parole à propos des crédits du ministère des Finances, j'ai signalé à la Chambre à quel point il est difficile pour les honorables députés de l'opposition de se comprendre dans les crédits. Je sais qu'il y a toujours eu certains écarts dans les dépenses par rapport aux crédits votés pour les différents ministères. Cette année, je crois, il y a un écart de 30 à 40 millions de dollars, ce que je comprends fort bien. Mais le ministre lui-même a sous-estimé ses besoins financiers, pour le service de la dette publique, de près d'un quart de milliard en deux ans. Je sais que le ministre s'est excusé en disant, en substance, que s'il faisait connaître combien il s'attend à payer en intérêts au cours d'une année, ce serait révéler le fond de sa pensée aux financiers et que le marché des nouvelles obligations pourrait en souffrir. Mais la différence entre les prévisions budgétaires et la réalité, pour ce qui est du service de la dette publique, me paraît colossale par rapport aux crédits des années antérieures. En fait, le ministre s'écarte actuellement de 243 millions de dollars dans ses prévisions.

La déclaration du ministre, selon laquelle il enregistrerait un déficit de 286 millions de dollars au cours de la présente année, ne me paraît pas très sûre. Si je dis cela, c'est que, lorsqu'il a présenté son premier petit budget, le 6 décembre 1957, le ministre a déclaré ce qui suit, comme en fait foi la page 2101 du hansard:

Monsieur le président, j'ai été plusieurs fois invité, à la Chambre, à faire un exposé financier. Je suis heureux que cette occasion me soit offerte, surtout à cause de certaines choses qui se disent à l'extérieur de la Chambre.

Ce jour-là, le ministre a poursuivi en critiquant l'ancien ministre des Finances, M. Walter Harris, qui, deux jours auparavant, avait prédit, à London, que le gouvernement bouclerait l'année, au mois de mars suivant, avec un déficit, à moins de comprimer ses fortes dépenses. Le ministre a aussi critiqué celui qui était alors député de Winnipeg-Nord-Centre et qui, si on en croit le *Telegram*, avait, le jour précédent, accusé le ministre des Finances de cacher ses livres de comptes au Parlement jusqu'après les prochaines élections. Le ministre a déclaré que personne, selon lui, ne serait assez crédule pour ajouter foi à ces observations. Il ne pouvait comprendre, a-t-il dit, comment on pouvait parler avec tant de légèreté. Le ministre a ajouté qu'il acceptait le chiffre